



alliance**sud**

Arbeitsgemeinschaft
Swissaid - Fastenopfer - Brot für alle
Helvetas - Caritas - Heks



BROT FÜR ALLE
PAIN POUR LE PROCHAIN
PANE PER TUTTI

bruno
manser
fonds
fairness im tropenwald



FÉDÉRATION ROMANDE
DES CONSOMMATEURS
LE POUVOIR D'AGIR



Communiqué de presse de la coalition suisse sur l'huile de palme

Lettre ouverte au conseiller fédéral Schneider-Ammann

Pas d'huile de palme dans l'accord commercial avec l'Indonésie

Berne/Zurich, le 2 février 2018. L'huile de palme doit être exclue de l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie. C'est ce qu'exigent les organisations suisses de défense de l'environnement, des droits humains et des consommateurs, ainsi que plusieurs organisations paysannes, dans une [lettre ouverte](#) adressée au conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann.

L'huile de palme est au cœur de l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie qui est sur le point d'être conclu. La culture à grande échelle de cette denrée en Indonésie et le commerce de graisses végétales bon marché causent d'énormes dégâts environnementaux et conduisent à de graves conflits dans les domaines des droits humains, des terres et du travail. Une large coalition d'organisations a adressé une lettre ouverte au Ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann et au gouvernement indonésien. Ces ONG sans but lucratif et organisations paysannes, alliées à l'organisation non-gouvernementale indonésienne WALHI qui défend les droits humains et l'environnement, demandent donc que l'huile de palme soit exclue de l'accord de libre-échange.

Dans cette lettre, la coalition met en garde contre les conséquences de l'importation d'huile de palme à bas prix qui pourrait découler de cet accord : tout signal d'augmentation de la demande entraînerait en effet de nouvelles usurpations des terres, le déplacement de la population locale et de graves dommages environnementaux. Un accord commercial n'est pas une occasion appropriée de résoudre les problèmes liés à l'huile de palme. Les organisations concernées appellent donc à un dialogue ouvert afin d'aborder la question de manière démocratique, transparente et globale.

Dans leur lettre, les organisations signataires exposent clairement que les engagements volontaires dans le cadre de systèmes de certification tels que RSPO (*Roundtable on Sustainable Palmoil*) sont insuffisants et donc inacceptables pour justifier l'abandon des barrières douanières. Ils se réfèrent à [la plainte](#) contre la RSPO, rendue publique il y a quelques jours, que des villageois indonésiens ont déposée auprès du point de contact de l'OCDE en Suisse. Les organisations préviennent en outre du fait que l'augmentation des importations d'huile de palme entraînera une perte de revenus significative pour les petits exploitants agricoles suisses dépendant de la production de colza ou de tournesol.

Renseignements :

- **En Français :** Fédération romande des consommateurs ; Laurianne Altwegg, responsable Environnement, Agriculture & Energie ; l.altwegg@frc.ch ; 078 878 73 81
- **En Allemand :** Pain pour le prochain : Miges Baumann, responsable de la politique de développement ; baumann@bfa-ppp.ch ; tél. 079 489 38 24

Documentation :

Contenu de [la lettre ouverte](#)
[Plainte à l'OCDE](#) contre RSPO